

LATITUDE MONDE



AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

Libérer le potentiel RSE des Entreprises Africaines



6^{ème}
édition

THÈME

REGARDS CROISÉS LA RSE D'ICI ET D'AILLEURS

DUBAÏ 4 & 5 Octobre 2022

RAPPORT
DE SYNTHÈSE

Introduction de l'édition

Dans des contextes percutés par le réchauffement climatique et ses conséquences, les inégalités sociales et économiques, et l'avènement des «métavers», il est urgent de passer d'une RSE trop souvent intentionnelle à une RSE régénératrice et «TransformActrice ».



Dans son discours d'ouverture, **Stéphane Moudouté-Bell**, Directeur Général du Cabinet Latitude Monde et Commissaire Général de l'African Business & Social Responsibility Forum, a indiqué que l'intégration d'une Démarche de Responsabilité Sociale de l'Entreprise ne suffit plus pour inscrire une entreprise dans un temps long. Selon lui, les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent, plus que jamais, passer d'une logique durable à une approche régénérative, basée sur une stratégie intégrée de triple régénération: Restaurer, Renouveler et Développer les Personnes, les Lieux et notre Planète.

Pour le Commissaire général du Forum, l'entreprise régénératrice fait vivre en harmonie les êtres humains et les écosystèmes, en produisant sans épuiser les ressources, mais en les régénérant. C'est un modèle disruptif qui répond au changement climatique et à la raréfaction des ressources sur le long-terme. Ce changement de paradigme impose notamment aux acteurs du secteurs privés d'arrêter de vouloir réduire leurs externalités négatives pour penser en termes d'externalités positives; de sortir leurs Démarches RSE des logiques d'«écosystèmes»; de repenser les liens entre concurrents à travers une culture de co-construction de programmes régénératifs, a indiqué Stéphane Moudouté-Bell. Il a remercié tous à la fin les «Amis Durables», les Sponsors et Partenaires qui ont contribué au succès de cette nouvelle édition.

S'exprimant au nom du Docteur Sidi Ould Tah, Directeur Général de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA), **Tshepelayi Kabata**, Conseiller du Directeur Général, a indiqué «que loin d'être l'apanage d'un activisme de la société civile, les considérations sociales, environnementales

et de gouvernance font, de plus en plus, partie intégrante de la culture et des stratégies des entreprises soient-elles cotées en bourse ou non. Dans ce monde interconnecté et interdépendant, les entrepreneurs, micro, petites et moyenne entreprises sont appelés à plus de responsabilité pour réduire au minimum l'impact négatif de leurs investissements sur les autres acteurs de l'écosystème. Cet exercice comprend notamment un examen du paysage environnemental, politique et social, au sens large dans lequel, ils opèrent y compris le rôle du gouvernement, des investisseurs, de la société civiles et des autres parties prenantes ».

Son Excellence Ameenah Gurib-Fakim, 6^{ème} Présidente de la République de Maurice, estime «qu'investir dans l'autonomisation des femmes améliorera la production agricole et réduira la facture des importations alimentaires de l'Afrique qui s'élève aujourd'hui à environ 35 milliards de dollars par an. Pour parvenir à une pauvreté et une faim "0", il est nécessaire d'autonomiser les femmes. Les femmes formées devraient également être encouragées à devenir des entrepreneurs. En effet, pour absorber les jeunes hautement qualifiés qui sortent des Universités, une culture de l'esprit d'entreprise est essentielle. L'esprit d'entreprise crée de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises, de nouvelles façons de fournir des services de base et de voir le monde - c'est l'étincelle de la prospérité. Il aide les citoyens à défendre leurs droits et à lutter contre la corruption. L'esprit d'entreprise offre une alternative positive aux idéologies de violence et de division qui peuvent trop souvent combler le vide lorsque les jeunes n'ont pas de perspectives en termes d'avenir».



Stéphane Moudouté-Bell
DG du Cabinet Latitude Monde
et Commissaire Général du Forum



Tshepelayi Kabata
Conseiller du Directeur Général
de la BADEA



S. E. Ameenah Gurib-Fakim
6^{ème} Présidente
de la République de Maurice



LES CONFÉRENCES

CONFÉRENCE 01

STIMULER L'ENTREPRENEURIAT INNOVANT POUR UNE CRÉATION
D'EMPLOIS DURABLES

CONFÉRENCE 02

COMMENT FAIRE DÉCOLLER LE POTENTIEL DE
L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ ?

CONFÉRENCE 03

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS DES CHAINES
DE VALEUR POUR ANTICIPER LES RISQUES

CONFÉRENCE 01

STIMULER L'ENTREPRENEURIAT INNOVANT POUR UNE CRÉATION D'EMPLOIS DURABLES

MARDI 04 OCTOBRE 2022

MODÉRATEUR

Dr Alioune GUEYE, PDG l'Afrique Qui Ose!

SPEAKERS

1. Paulo GOMES, Chairman, Orango Investment Corporation
2. Dr Tshepelayi KABATA, Conseiller du Directeur Général de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA)
3. Valérie-Noëlle KODJO DIOP, Directrice Innovation et du Développement Durable, BOAD

Modérée par Alioune GUEYE, PDG de l'AFRIQUE QUI OSE, cette Conférence a permis d'avoir des éléments d'appréciation sur l'accès au financement des PME et Start-up innovantes ; les leviers pour structurer et mettre en réseau les Incubateurs de projets innovants ; le rôle des bailleurs de fonds et Grandes Entreprises dans le renforcement des capacités des PME et Start-up innovantes, etc.

Pour Tshepelayi KABATA, Conseiller du Directeur Général de la BADEA, « les PME et l'entrepreneuriat des Jeunes et des Femmes, font partie d'un des 4 piliers stratégiques de la BADEA car ils ont été identifiés comme les acteurs clés de la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté. La BADEA contribue au défi du financement de ces acteurs à travers des partenariats avec des institutions financières et de développement des capacités, des Fonds de garantie d'assurance. L'objectif est de permettre à ces PME de se développer et créer des emplois tout en contribuant à la lutte contre la pauvreté. Pour aider les PME à faire face à leurs nombreux défis, il est important d'avoir des actions combinées de plusieurs partis prenantes. Dans ce cadre, la BADEA, en partenariat avec le NEPAD, est en train de créer une plateforme digitale dans laquelle les PME et TPE pourront avoir accès des informations relatives au financement, aux formations et opportunités d'accès aux marchés ».

Selon Valérie-Noëlle KODJO DIOP, Directrice Innovation et du Développement Durable de BOAD, « les PME sont le fondement de la croissance et la BOAD contribue à leur soutien à travers ses lignes de refinancement auprès des banques commerciales et organismes de microfinances. La BOAD s'assure de l'impact de son soutien auprès des PME par un processus d'évaluation rétrospectif des financements octroyés aux banques. La participation en capital de la BOAD dans des Fonds qui financent des PME est aussi un autre levier par lequel l'institution soutient les PME. Par ailleurs, la BOAD encourage

l'innovation des entrepreneurs en ouvrant son Architecture IT pour permettre à des « Startuppés » de développer des solutions (rétribuées) pour la Banque. La politique d'achats responsables est un vecteur qui permet aux PME d'obtenir des marchés et d'acquérir de l'expertise ».

Pour Paulo GOMES, Président d'ORANGO INVESTMENT CORPORATION, « il est important qu'une innovation s'opère en termes de financement des PME car l'architecture actuelle ne répond pas à la réalité du terrain. En effet, les TPE qui représentent 95 % des entreprises sur le continent et sont composées en moyenne que de 3 personnes, ne sont pas suffisamment appuyées et encouragées. Il est donc fondamental d'approfondir les mécanismes de financement car l'entrepreneuriat est une question de « National Security » qui nécessite l'augmentation de la masse d'entrepreneurs en Afrique pour éviter des crises sociales et politiques ». « Les entrepreneurs africains apportent des solutions aux problématiques de leur environnement et les instruments de financement devraient s'y arrimer. En effet, la Finance n'a pas encore trouvé la véritable innovation pour que les entrepreneurs puissent avoir un accès plus rapide au capital et à l'information. L'entrepreneuriat ne peut réellement se développer que si l'État est lui-même entrepreneur pour encourager l'innovation. L'exemple de « M-Pesa » au Kenya est révélateur de cette notion d'État entrepreneur. Les États doivent prendre des risques budgétaires et accepter de perdre de l'argent pour soutenir l'entrepreneuriat. De plus, il faudrait faire plus de plaidoyer auprès des acteurs de l'architecture financière internationale (FMI, Banque Mondiale) pour qu'ils apportent plus de ressources aux Institutions sous régionales telles que la BOAD et soient plus innovants dans la prise en compte de l'urgence relative aux réalités de nos pays. L'Afrique a besoin de beaucoup de capitaux pour soutenir sa durabilité et notre « modus operandi » ne doit plus être collé aux réalités des pays du Nord ».



CONFÉRENCE 02

COMMENT FAIRE DÉCOLLER LE POTENTIEL DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ ?

MARDI 04 OCTOBRE 2022

MODÉRATEUR

Joël-Éric MISSAINHOUN, Managing Partner, AFRICSEARCH

SPEAKERS

1. Sarah BROOK, CEO of THE SPARKLE FOUNDATION
2. Nathalie BINGANGOYE, Fondatrice d'ODILLON
3. Jessica MEDZA ALLOGO, Founder of « LES PETITS POTS DE L'OGOOUÉ »
4. Zaahirah MUTHY, Managing Director, of ZEE ARTS

L'Afrique est le continent leader en matière d'entrepreneuriat féminin. En effet, les femmes africaines représentent 27 % des entrepreneurs du continent. Animée par Joël-Éric MISSAINHOUN, Managing Partner d'AFRICSEARCH, cette Conférence a permis d'avoir des éléments d'appréciation sur le passage d'un entrepreneuriat de subsistance à un entrepreneuriat à forte valeur ajoutée.

Pour Jessica MEDZA ALLOGO, Fondatrice de l'entreprise « LES PETITS POTS DE L'OGOOUÉ », « les femmes choisissent des secteurs dits « traditionnels » quand elles décident d'entreprendre (l'hospitalité, la vente au détail, etc.). Ces secteurs sont souvent saturés et peu rentables, comparés aux secteurs investis par les hommes (industries, etc.). Afin que les femmes puissent s'orienter vers les secteurs à forte valeur ajoutée, il faut arriver à changer la perception qu'elles ont d'elles-mêmes et introduire plus de rôles modèles et de sources d'inspiration pour ouvrir leur spectre de choix entrepreneurial. L'entrepreneuriat des femmes se fera de manière inclusive et les hommes ont un rôle important à jouer en tant que modèle et apporteurs de solutions. Les réglementations doivent aussi faciliter l'entrepreneuriat féminin (accès au foncier, etc. Elle a indiqué que « les mécanismes actuels de financement ne sont pas adaptés aux besoins des entrepreneurs. Il faudrait revoir les méthodes traditionnelles d'évaluation de crédits et se baser, par exemple, sur des tests psychotechniques et des habitudes de consommation.

Dans la même dynamique, Sarah BROOK, CEO of THE SPARKLE FOUNDATION, estime que « les femmes entrepreneures qui ont réussi dans les secteurs à forte valeur ajoutée doivent se soutenir et s'engager à inspirer d'autres femmes pour leur per-

mettre d'investir ces secteurs. De plus, l'écosystème autour des femmes entrepreneures doit leur offrir plus de perspectives en termes de renforcement des capacités et d'accès au financement. La question de l'éducation est aussi fondamentale pour faire prendre conscience très tôt aux femmes de leurs capacités à exceller dans différents secteurs et de ne pas s'autolimiter.

Nathalie BINGANGOYE, Fondatrice d'ODILLON, a, pour sa part, estimé « qu'il fallait au préalable éclaircir la notion d'entrepreneuriat. Il existe différents profils d'entrepreneurs : l'entrepreneur de subsistance surtout dans l'arrière-pays ; les entrepreneurs de convictions que l'on retrouve plus dans les villes ; les entrepreneurs de reconversion. L'éveil entrepreneurial passe aussi par l'éducation et la mise en place de programmes scolaires tels que des modules sur l'entrepreneuriat qui devraient être pilotés par les États.

Lors de son intervention, Zaahirah MUTHY, Directrice de ZEE ARTS, a mentionné « le rôle critique de l'éducation et de l'engagement dans la libération du potentiel de l'entrepreneuriat féminin. Il est nécessaire de sortir des logiques de compétition pour des logiques de collaboration : partager son expérience, construire des relations, l'entraide, offrir des opportunités. Il est nécessaire de transformer nos environnements pour les adapter aux femmes entrepreneures afin qu'elles puissent avoir accès aux financements et être innovantes et productives. L'Art joue un rôle dans l'entrepreneuriat féminin car chaque artiste est une entrepreneure. Dans le but de promouvoir l'inclusion, ZEE ARTS défend fermement la parité hommes-femmes dans la communauté artistique.



CONFÉRENCE 03

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS DES CHAINES DE VALEUR POUR ANTICIPER LES RISQUES

MERCREDI 05 OCTOBRE 2022

MODÉRATEUR

Dr Alioune GUEYE, PDG l'Afrique Qui Ose!

SPEAKERS

1. Vanessa ADANDE, Associée-Gérante, ELLIPSIS CONSEIL
2. Joël-Éric MISSAINHOUN, Managing Partner, AFRICSEARCH
3. Léandre YAMÉOGO, Expert Senior ESG, ERANOVE
4. Ézéchiél ZEYA, Managing Director, FIDEX CONSEIL

Face à des écosystèmes de plus en plus exigeants en termes de « Business Responsable », les Grandes entreprises doivent renforcer les capacités des acteurs de leur écosystème pour atténuer les risques opérationnels et réputationnels.

Selon Léandre YAMÉOGO, Expert Senior ESG à ERANOVE, « le renforcement des capacités des sous-traitants d'ERANOVE s'effectue à trois niveaux : la phase de préparation des projets - il existe un programme de renforcement des capacités qui prend en compte les aspects de risques et impacts environnementaux et sociaux, mais aussi les aspects de sécurité et sûreté de nos installations ; la formation et l'information des sous-traitants sur les différents risques potentiels de ces impacts ; le renforcement des capacités des sous-traitants sur ces sujets. Cette démarche participative avec les sous-traitants et les communautés permet d'éviter les risques liés aux activités et de couvrir les risques réputationnels ».

Vanessa ADANDE, Associée-Gérante d'ELLIPSIS CONSEIL, a mis en exergue la quasi-absence des sous-traitants locaux dans les projets structurants. Elle note que « très peu de PME locales sont capables de répondre aux appels d'offres des grandes entre-

prises qui vont chercher ailleurs les compétences attendues. Il n'y a pas un réel investissement pour régler cette problématique dans le temps. L'une des solutions serait d'accepter de travailler avec des entreprises qui n'ont pas encore les capacités requises mais qui seront formées par les donneurs d'ordre pour une montée en compétence ».

Ézéchiél ZEYA, Managing Director de FIDEX CONSEIL, a insisté sur « l'importance pour les PME de respecter les différentes réglementations de leurs espaces d'activités et de réduire les risques réputationnels, économiques, juridiques, sociaux, environnementaux, etc. Les PME et Start-up doivent se concentrer sur leur cœur de métier et se faire accompagner afin d'éviter une dispersion source de fin d'activité ».

Joël-Éric MISSAINHOUN, Managing Partner d'AFRICSEARCH, constate que « l'accompagnement des PME se fait de plus en plus à travers des Fonds d'investissement. Ces derniers donnent aux PME les grandes lignes des profils à identifier tels que ceux relatifs à la RSE, tout en les inscrivant dans un processus de normalisation réglementaire et ESG ».





LES SESSIONS DE PARTAGE D'EXPÉRIENCES

Les sessions de partage d'expériences ont permis de faire un lien entre la Démarche RSE des entreprises et leur matérialisation concrète. Dans ce cadre, six représentants d'entreprise ont partagé successivement leur approche RSE.

Il s'agissait de :

- 1- Daxita RAJCOOMAR**
Chief Sustainability Officer d'ENGIE AMEA
→ Le projet "Blue Carbon" et la réhabilitation des mangroves par les drones
- 2- Grâce LOUBASSOU**
Responsable relations institutionnelles, CANAL +
→ "Canal Plus Solidarity Program in Africa"
- 3- Arthur LOS BANOS**
Communication Officer of TRISTAR
→ L'approche «Business for Purpose»
- 4- Myrtille ALAPINI**
Responsable RSE de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)
→ L'approche RSE de la BOAD
- 5- Laure BIGOURD,**
Directrice Générale de GABON 24
→ Les initiatives RSE de GABON 24

Les Vidéos des Conférences et des Sessions de partage d'expériences seront publiées sur la chaîne YouTube INITIATIVE IMPACT DURABLE



Cérémonie des Awards

LES VAINQUEURS DE LA 6^{ème} ÉDITION

Les African Business & Social Responsibility Forum Awards ont pour vocation de récompenser, chaque année, les entreprises qui ont mené des projets exemplaires et innovants en matière de Développement Durable. Les Lauréats sont encouragés à poursuivre leur contribution à la restauration, le renouvellement et le développement des Personnes, des Lieux et de la Planète.



CORPORATE AWARD OF INNOVATIVE SOCIETAL ACTION

→ **L'Institut International de l'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE)**

Ce Prix a été attribué à l'Institut International de l'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE) pour son programme de Traitement et Réutilisation des eaux usées de ses campus.



SPECIAL JURY AWARD

→ **Le Groupe COFINA**

Ce Prix a été attribué au Groupe COFINA dans le cadre d'un projet porté par sa filiale FIN'Elle : le financement de la chaîne de valeur du manioc en Côte d'Ivoire.



AMBASSADOR OF THE YEAR

→ **Valérie-Noëlle KODJO-DIOP,**

Directrice de l'Innovation et du Développement Durable de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Ce Prix récompense la capacité de Valérie-Noëlle KODJO-DIOP à Sensibiliser, Mobiliser et Inspirer son écosystème sur les enjeux de la RSE.

Afin d'avoir des échanges "in situ" sur les bonnes pratiques de Responsabilité Sociale de l'Entreprise, une visite de terrain clôture chaque édition de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM. Pour cette nouvelle édition, c'est le « DUBAÏ AUTISM CENTER » qui a été visité par les Délégués du Forum.

LA VISITE DE TERRAIN

Le Dubai Autism Center (DAC) est une organisation à but non lucratif fondée en 2001. Le centre a pour objectif de fournir des services spécialisés pour prendre en charge les enfants autistes et apporter un soutien à leurs familles et à leurs soignants. Les services du centre comprennent des programmes éducatifs, psychologiques et de réadaptation pour les enfants atteints d'autisme. Les ressources financières du centre sont constituées de subventions, de dons et de toute dotation caritative pour le bien-être du centre. Il contient 34 salles de classe, 22 cliniques de thérapie motrice, 18 cliniques d'orthophonie, 3 salles spécialisées en thérapie sensorielle, ainsi qu'un certain nombre de laboratoires et de cliniques médicales, tous conçus selon les dernières normes internationales spécialisées, offrant ainsi un environnement éducatif approprié aux enfants autistes.



6^{eme} ÉDITION AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM





6^{eme} ÉDITION AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM



A group of women are engaged in conversation. One woman in the foreground is wearing a bright pink jacket. Another woman is wearing a yellow jacket and a floral patterned bag. They appear to be networking at the event.







RECOMMANDATIONS

 DE LA 6^{ème} ÉDITION
**AFRICAN BUSINESS & SOCIAL
 RESPONSIBILITY FORUM**

- Nécessité d'avoir des États plus entrepreneurs ;
- Les États doivent prendre des risques budgétaires et accepter de perdre de l'argent pour soutenir l'entrepreneuriat ;
- Mise en place de mécanismes pour faire émerger une masse critique d'entrepreneurs pour faire face aux dynamiques démographiques et aux urgences sociales ;
- Plus de « business angel » de la part des « Tycoon » africains pour soutenir l'Entrepreneuriat ;
- Changer le narratif sur le financement des urgences africaines et adapter les dispositifs financiers existants pour répondre davantage aux préoccupations des entrepreneurs ;
- Faire plus de plaidoyer auprès des acteurs de l'architecture financière internationale (FMI, Banque Mondiale) pour plus d'innovation dans la prise en compte de l'urgence relative aux réalités des pays africains ;
- Programme « RSE & Leaders » : inciter les Grandes entreprises et Organisations à sensibiliser et former les acteurs de leurs écosystèmes sur la RSE ;
- Renforcer les capacités des entrepreneurs pour leur permettre de changer d'échelle ;
- Revoir les méthodes traditionnelles d'évaluation de crédits en se basant, entre autres, sur les tests psychotechniques et des habitudes de consommation ;
- Les grandes entreprises privées doivent intégrer plus de femmes entrepreneures dans leurs politiques d'achats ;
- Les États doivent intégrer des quotas de femmes dans l'accès aux marchés publics ;
- Encourager les femmes à créer et investir les réseaux d'entrepreneurs ;
- L'urgence pour les Universités et centres de formation de former en Afrique sur les métiers « RSE » : Finance verte, Finance durable, Responsable de transition, Conseiller en énergie, etc. ;
- Accroître la profondeur de confiance des entreprises envers l'expertise multisectorielle locale ;
- Inciter les experts africains à devenir des Entrepreneurs /Formateurs lors de leur retraite pour maintenir un transfert de compétences aux jeunes générations ;
- Imposer systématiquement aux entreprises étrangères un transfert de compétences dans le cadre de leur contrat ;
- Les entreprises ont pour responsabilité d'assurer la durabilité de leur capital humain : « reskill » les ressources internes ;
- Plaidoyer pour intégrer le Développement Durable dans les cursus universitaires ;
- Multiplier les accords de partenariats entre les entreprises et les Université/Écoles supérieures ;
- Présence plus active du secteur privé dans les Conseils de gouvernance des Universités ;
- L'urgence de fixer les problématiques de déqualification pour être en adéquation avec le Marché ;
- Assurer le triptyque "deskilling/reskilling/up skilling".

LISTE DES **ENTREPRISES & ORGANISATIONS** PRÉSENTES À LA 6^{ème} ÉDITION

- ✓ LATITUDE MONDE
- ✓ LA BANQUE ARABE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE (BADEA)
- ✓ LA BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD)
- ✓ ENGIE AMEA
- ✓ ERANOVE
- ✓ L'AFRIQUE QUI OSE !
- ✓ AFRICSEARCH
- ✓ CANAL PLUS
- ✓ L'INSTITUT INTERNATIONAL DE L'INGÉNIERIE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT (2IE)
- ✓ LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE ET DE GARANTIE SOCIALE / GABON (CNAMGS)
- ✓ TRISTAR GROUP
- ✓ ELLIPSIS CONSEIL
- ✓ LES PETITS POTS DE L'OGOOUÉ
- ✓ ORANGO INVESTMENT CORPORATION
- ✓ FIDEX CONSEIL
- ✓ VOO NOO GROUPE
- ✓ LA LONAGUI
- ✓ GABON 24
- ✓ ODILLON
- ✓ SPARKLE FOUNDATION
- ✓ ZEEARTS

LISTE DES PAYS REPRESENTÉS À LA 6^{ème} ÉDITION



✓ AFRIQUE DU SUD



✓ BÉNIN



✓ BURKINA FASO



✓ CAMEROUN



✓ CONGO-BRAZZAVILLE



✓ CÔTE D'IVOIRE



✓ ÉMIRATS ARABES UNIS



✓ FRANCE



✓ GABON



✓ GRANDE BRETAGNE



✓ GUINÉE-BISSAU



✓ GUINÉE-CONAKRY



✓ ÎLE MAURICE



✓ KENYA



✓ MAURITANIE



✓ RDCONGO



✓ SÉNÉGAL



✓ TOGO

VISIBILITÉ DE LA 6^{ème} ÉDITION

AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

DANS LA PRESSE

CANAL+ AFRIQUE



CANAL PLUS AFRIQUE

➔ Audience de plus de **2,7** millions d'abonnés et une couverture moyenne de 68 millions de téléspectateurs

AFRICAN
BUSINESS JOURNAL

GABON 24

➔ Audience de **250 000** personnes

DIRECT infos
L'actualité économique et financière de Gabon

AFRICAN BUSINESS JOURNAL

➔ **55 000** lecteurs

DIRECT INFOS

➔ **10 000** vues

SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



LINKEDIN

➔ Nombre global de vues : **53 000** vues



FACEBOOK

➔ Nombre global de vues : **51 000** vues



INSTAGRAM

➔ Nombre global de vues : **3500** vues

THANK YOU

PLATINUM SPONSOR



SILVER SPONSOR



SPONSORS



STRATEGIC PARTNER



PARTNERS



MEDIA PARTNERS



La 7^{ème} ÉDITION
de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM
aura lieu à DAKAR, LES 27 ET 28 SEPTEMBRE 2023